

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/C/M/72**

30 janvier 2004

(04-0345)

Conseil du commerce des marchandises  
26 janvier 2004

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES TENUE LE 26 JANVIER 2004

Président: S.E. M. l'Ambassadeur Hovorka (République tchèque)

La réunion du Conseil du commerce des marchandises a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/2238, l'ordre du jour proposé pour la réunion figurant dans le document G/C/W/479. La réunion s'est déroulée sur la base de l'ordre du jour proposé.

	<u>Page</u>
<b>I. EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES MIC AU TITRE DE L'ARTICLE 9.....</b>	<b>2</b>
<b>II. DEMANDE DE PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE PAR L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE PRÉSENTÉE PAR LE PAKISTAN (G/C/W/478).....</b>	<b>3</b>
<b>III. DEMANDES DE DÉROGATION – INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SYSTÈME HARMONISÉ 2002 DANS LES LISTES DE CONCESSIONS TARIFAIRES DE L'OMC (G/C/W/477).....</b>	<b>4</b>
<b>IV. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX.....</b>	<b>5</b>
A. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE CHILI.....	5
- NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG160/N/1, WT/REG160/1).....	5
B. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET SINGAPOUR .....	5
- NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG161/N/1, WT/REG161/1).....	5
C. ACCORD DE RAPPROCHEMENT ÉCONOMIQUE ENTRE LA CHINE ET HONG KONG, CHINE.....	5
- NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG162/N/1, WT/REG162/1).....	5
D. ACCORD DE RAPPROCHEMENT ÉCONOMIQUE ENTRE LA CHINE ET MACAO, CHINE.....	5
- NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG163/N/1, WT/REG163/1).....	5
<b>V. AUTRES QUESTIONS.....</b>	<b>5</b>

## **I. EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES MIC AU TITRE DE L'ARTICLE 9**

1.1 Le Président a donné la parole aux Membres après avoir demandé aux délégations de s'abstenir, si possible, d'exposer à nouveau des positions déjà connues et consignées concernant la nature, la portée et les résultats éventuels de l'examen.

1.2 Le représentant du Brésil a rappelé que l'Inde et le Brésil avaient présenté une proposition de modification de l'Accord sur les MIC en octobre 2002, laquelle avait été distribuée sous la cote G/C/W/428. Dans cette proposition étaient exposées les raisons pour lesquelles le Brésil demandait que les pays en développement aient davantage de flexibilité pour adopter des prescriptions de résultat. L'intervenant voulait souligner l'importance des prescriptions de résultat pour la promotion des petites et moyennes entreprises (PME). Les PME représentaient la majeure partie des économies des pays en développement en ce qui concernait l'emploi, la formation de revenu et la croissance. Elles étaient également un instrument essentiel pour réduire la pauvreté, diversifier la production et élargir la base d'exportation. Les PME étaient un élément déterminant des stratégies de développement bien conçues et dynamiques. De nombreuses défaillances du marché, toutefois, empêchaient les entreprises nationales de développer des avantages concurrentiels, parce qu'elles ne pouvaient pas accéder au financement, à l'information, à la technologie et aux marchés. Il fallait des politiques, des programmes et des cadres institutionnels particuliers pour aider les PME à surmonter ces défaillances. Pour suivre la voie la plus sûre menant à la compétitivité, les entreprises des pays en développement devaient développer et améliorer les capacités endogènes qui pourraient être utilisées pour ajouter de la valeur aux activités existantes et fabriquer de nouveaux produits qui pourraient soutenir la concurrence au niveau mondial.

1.3 Les liens commerciaux pourraient être un remarquable moyen de stimuler les PME. Les liens entre sociétés transnationales et PME, par lesquels les sociétés transnationales créent des chaînes d'approvisionnement compétitives pourraient aider les PME à accéder à des marchés nouveaux et diversifiés. Grâce à ces liens, les sociétés transnationales partageaient leurs plans avec les PME qui pouvaient ainsi anticiper et être prêtes à affronter les changements d'orientation des marchés et des technologies. Un certain nombre de pays développés et en développement avaient tiré avantage de l'influence positive pour le développement exercée par des liens entre sociétés transnationales et PME qui avaient contribué à moderniser leurs industries locales et à les rendre plus dynamiques. Malheureusement, ces liens ne s'établissaient pas automatiquement. Il pouvait y avoir des cas où les gouvernements devaient jouer un rôle actif en incitant toutes les parties concernées à collaborer. L'Accord sur les MIC ignorait largement les conditions microéconomiques nécessaires au développement et aux PME, en empêchant les pays en développement de tirer le maximum d'avantages des afflux d'IED. L'expérience que l'on avait de la mise en œuvre de l'Accord sur les MIC avait montré que ses dispositions relatives au traitement spécial et différencié étaient insuffisantes pour répondre aux attentes légitimes de ces pays en matière de développement. Les MIC actuellement interdites, par exemple, avaient limité la marge de manœuvre des pays en développement pour stimuler plus fortement une relation solide entre les investisseurs étrangers et les PME. Pour terminer, l'intervenant a souligné l'importance de cette révision.

1.4 La représentante de l'Inde a dit que la délégation indienne s'associait à la déclaration du Brésil et, comme l'avait indiqué le Brésil, elle a réaffirmé que la proposition reproduite dans le document G/C/W/428 était présentée pour pousser plus loin la réflexion et le débat. Il y avait deux autres suggestions qui avaient été faites lors des réunions précédentes sur la manière de procéder à cet examen. La délégation indienne attendait avec intérêt la tenue des consultations.

1.5 Le représentant du Pakistan a dit que le Brésil avait souligné à propos des PME combien elles étaient importantes et combien leur marge de manœuvre était limitée à cause des MIC. Il souhaitait présenter la candidature volontaire du Pakistan pour la réalisation d'une étude dans le pays. Il a

suggéré que la proposition présentée par le Brésil et l'Inde soit considérée sérieusement et qu'une étude soit conduite à cette fin. Le représentant de la Colombie a exhorté toutes les autres délégations à continuer d'appuyer cet examen.

1.6 Le représentant des Communautés européennes a proposé que les Membres se concentrent davantage sur des questions de fond concrètes et sur l'expérience. Plutôt que d'essayer de consacrer du temps et des ressources à des études abstraites, il suggérait que des participants profitent du point 2 de l'ordre du jour pour examiner ensemble les problèmes concrets que tel ou tel pays rencontrait au cours de l'élimination progressive de ses MIC et, deuxièmement, les solutions possibles au cas par cas.

1.7 Le représentant des États-Unis a dit qu'il semblait que ce qu'on était en train de proposer ne pouvait qu'être qualifié de réouverture de l'Accord sur les MIC, ce qui n'entraînait pas dans le cadre de l'examen. Comme les CE l'avaient indiqué, les États-Unis étaient disposés à débattre des problèmes concrets et des cas particuliers auxquels les délégations avaient été confrontées. L'intervenant souhaitait connaître les expériences des Membres dans ce domaine, mais il a dit que si l'on se mettait à débattre d'une révision complète, cela serait problématique.

1.8 Le Président a constaté qu'il n'y avait aucune évolution majeure dans les positions, les Membres restant divisés sur la question de savoir si et comment il fallait procéder à l'examen au titre de l'article 9. Il a proposé que le Conseil prenne note des déclarations et convienne de revenir sur ce point à sa réunion suivante. Entre-temps, il avait l'intention d'établir des contacts informels avec les délégations intéressées. Il en a été ainsi convenu.

## **II. DEMANDE DE PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE PAR L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE PRÉSENTÉE PAR LE PAKISTAN (G/C/W/478)**

2.1 Le Président a appelé l'attention des Membres sur la demande du Pakistan visant la prorogation de la période de transition pour l'élimination de certaines MIC. Il a rappelé qu'à la réunion précédente, l'Ambassadeur du Pakistan avait fait allusion à l'éventualité d'une telle demande. Cette demande avait été distribuée aux Membres sous la cote G/C/W/478.

2.2 Le représentant du Pakistan a dit que durant la période de transition allant jusqu'au 31 décembre 2003, le Pakistan avait fait des progrès importants dans l'élimination de ses MIC et était parvenu, à ce jour, à supprimer 86 programmes concernant les machines et les appareils électroménagers. Il restait cependant 16 programmes concernant l'industrie automobile dont la suppression progressive soulevait des difficultés en raison des besoins du pays en matière de développement, de finances et de commerce. C'est pourquoi le Pakistan souhaitait demander une nouvelle prorogation de trois ans afin de maintenir les 16 programmes restants jusqu'au 31 décembre 2006. Le principal bénéficiaire du maintien des MIC dans l'industrie automobile était le secteur de la petite distribution, qui employait plus de 115 000 personnes. Il procurait en outre à l'État des recettes fiscales représentant plus de 450 millions de dollars EU, et permettait ainsi d'économiser 700 millions de dollars EU d'importations. Cette politique avait également permis au Pakistan de se lancer dans l'exportation de pièces automobiles; la valeur de ces exportations s'était élevée l'année précédente à 25 millions de dollars EU. Le problème essentiel qui se posait au gouvernement pakistanais était la question de savoir s'il fallait relever ou non les droits de douane sur les pièces automobiles si les MIC étaient éliminées. Il lui semblait plus réaliste d'éviter de relever les droits de douane et de demander une prorogation pour maintenir sa politique d'indigénisation et de retrait au bénéfice de l'industrie automobile pendant quelque temps encore.

2.3 Le représentant des États-Unis a dit que la délégation de son pays était disposée à aborder cette question dans un esprit d'ouverture. Il fallait commencer par élargir l'information sur ce dont on

était exactement en train de parler, et l'intervenant a annoncé son intention de distribuer aux Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, une liste assez détaillée de questions portant sur la proposition considérée.

2.4 Le représentant du Japon a repris à son compte le sentiment exprimé par les États-Unis en ce sens que le Japon accueillerait favorablement un complément d'informations et d'éléments concrets sur la nécessité d'une nouvelle prorogation de trois ans. Il examinerait cette question sans idées préconçues. Il était important que tous les Membres comprennent le contexte et les raisons de cette demande de prorogation.

2.5 Le représentant des Communautés européennes estimait que le Conseil n'avait eu ni suffisamment de temps, ni suffisamment d'informations à ce stade pour prendre une décision sur cette question. Il a évoqué la possibilité de mener éventuellement d'autres consultations avec les parties intéressées pour effectuer un examen minutieux et approfondi de cette demande.

2.6 Le représentant du Canada aurait souhaité avoir plus d'informations, en particulier sur les difficultés du Pakistan pour éliminer les 16 programmes restants et aussi sur les mesures futures, c'est-à-dire le type de programme d'élimination progressive qui serait jugé nécessaire pour l'élimination des MIC restantes. Il pensait que d'autres consultations sur cette question seraient utiles.

2.7 Le représentant du Brésil a appuyé sans réserve la proposition présentée par le Pakistan. Comme les autres, le Brésil participerait à un débat plus approfondi sur cette question de manière à insister encore sur la nécessité d'une révision plus poussée de cet accord. Les mesures de ce type prouveraient combien il était important d'avoir plus de flexibilité de manière à pouvoir atteindre les objectifs de développement grâce à une relation solide entre les gouvernements nationaux et les investisseurs.

2.8 Le représentant de l'Inde a souligné l'importance d'une flexibilité appropriée concernant les MIC pour que les pays puissent atteindre leurs objectifs de développement légitimes. C'était la raison pour laquelle le document avait été présenté par l'Inde et le Brésil, et le cas du Pakistan faisait ressortir la nécessité de poursuivre la discussion de cette question.

2.9 Le représentant du Pakistan était tout à fait disposé à fournir plus de renseignements et il attendait avec intérêt les questions des États-Unis.

2.10 Le Président a dit qu'à la lumière de la discussion, il proposait que le Conseil prenne note des déclarations et que lui-même tienne des consultations informelles avec les délégations intéressées au sujet de cette demande. Il en a été ainsi convenu.

### **III. DEMANDES DE DÉROGATION – INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SYSTÈME HARMONISÉ 2002 DANS LES LISTES DE CONCESSIONS TARIFAIRES DE L'OMC (G/C/W/477)**

3.1 Le Président a appelé l'attention des Membres sur le projet de décision relative aux dérogations distribué sous la cote G/C/W/477, qui avait été établi à l'occasion de l'introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC. Ce document avait fait l'objet de consultations au Comité de l'accès aux marchés. Le Conseil du commerce des marchandises recommandait que le projet de décision sur les dérogations figurant dans le document G/C/W/477 soit transmis au Conseil général pour adoption.

#### IV. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

- A. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE CHILI  
- NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG160/N/1, WT/REG160/1)
- B. ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET SINGAPOUR  
- NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG161/N/1, WT/REG161/1)
- C. ACCORD DE RAPPROCHEMENT ÉCONOMIQUE ENTRE LA CHINE ET HONG KONG, CHINE  
- NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG162/N/1, WT/REG162/1)
- D. ACCORD DE RAPPROCHEMENT ÉCONOMIQUE ENTRE LA CHINE ET MACAO, CHINE  
- NOTIFICATION DES PARTIES À L'ACCORD (WT/REG163/N/1, WT/REG163/1)

4.1 Le Président a appelé l'attention des Membres sur les quatre accords énumérés sous ce point de l'ordre du jour, lesquels avaient été notifiés au titre de l'article XXIV du GATT. Les textes des accords et leurs notifications avaient été distribués sous les cotes mentionnées dans la liste.

4.2 S'agissant de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Chili, le représentant du Chili a dit que la délégation chilienne était heureuse de pouvoir présenter cet accord, et le représentant des États-Unis a dit que l'ALE était le bienvenu car il était en préparation depuis fort longtemps.

4.3 Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations et que le Comité des accords commerciaux régionaux effectue l'examen des quatre accords susmentionnés conformément au mandat suivant: "examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, les quatre accords de libre-échange précités, et présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises. Il est entendu que les points convenus dont le Président du Conseil du commerce des marchandises a donné lecture au titre du point 7 de l'ordre du jour de la réunion du 20 février 1995 et qui sont reproduits dans le document WT/REG3/1 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'examen de ces accords. Il est également entendu qu'au cours de l'examen, il sera tenu dûment compte des différences intrinsèques entre les unions douanières et les zones de libre-échange." Il en a été ainsi convenu.

#### V. AUTRES QUESTIONS

5.1 Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE notifieraient, dans le cadre des procédures établies à l'article XXIV du GATT, les mesures prises concernant l'élargissement des CE suite à l'adhésion des nouveaux membres le 1<sup>er</sup> mai 2004. Les CE étaient prêtes à engager les procédures au titre des articles XXIV et XXVIII, y compris des négociations tarifaires ou des consultations pour examiner la question des compensations prévues à l'article XXIV:6 du GATT de 1994.

5.2 Les représentants du Canada, de l'Argentine et du Brésil ont demandé plus d'information sur la manière dont la procédure de notification fonctionnerait.

5.3 La représentante du Secrétariat a dit que la notification des CE serait distribuée dans la série des documents G/SECRET/-. Elle a dit qu'il serait peut-être utile de rappeler que conformément aux règles du GATT et aux dispositions de l'article XXVIII, qui s'appliquaient dans le cas des négociations au titre de l'article XXIV:6, les négociations pour la modification ou le retrait de concessions constituaient un mécanisme au moyen duquel un Membre de l'OMC pouvait offrir une compensation. Les renseignements nécessaires aux fins de l'application de l'article XXIV:6 étaient actuellement en cours de traitement au Secrétariat et seraient mis à la disposition des Membres sous

forme électronique à la page d'accueil des Membres de l'OMC. À partir de la date de la distribution des statistiques, et de la notification, les Membres disposeraient de 90 jours pour notifier leur intérêt concernant la renégociation. L'intervenante croyait comprendre que la notification de l'élargissement au titre de l'article XXIV:7 du GATT et de l'article V:7 de l'AGCS n'avait pas encore été reçue. Une fois reçues, ces notifications seraient présentées au Conseil du commerce des marchandises et au Conseil du commerce des services, ce qui conduirait à l'examen de l'élargissement dans le cadre du CACR.

5.4 Le Président a informé les Membres que la réunion suivante du Conseil du commerce des marchandises était prévue pour le jeudi 15 avril 2004. La date limite pour l'inscription de points à l'ordre du jour serait le vendredi 2 avril 2004.

---